


**Défense ouverte**  
**JEAN GUISNEL**

RSS Jean Guisnel

Contactez Jean Guisnel

Le Point.fr - Publié le 20/06/2013 à 16:42

## Jean d'Amécourt : "Les 88 Français ne sont pas morts pour rien en Afghanistan !"

Ancien ambassadeur de France à Kaboul, Jean d'Amécourt revient dans son livre "Diplomate en guerre à Kaboul" sur cette expérience difficile. Rencontre.



Jean d'Amécourt à son arrivée au poste d'ambassadeur de France à Kaboul, en 2008. © DAVID FURST / AFP


 Propos recueillis par **JEAN GUISNEL**

Dans *Diplomate en guerre à Kaboul : Les coulisses de l'engagement de la France* (avec Romain Poirot-Lellig, éd. Robert Laffont), Jean d'Amécourt, ancien ambassadeur de France en Afghanistan, explique en quoi l'engagement de la France en Afghanistan ne fut pas vain, malgré la mort de 88 Français. Entretien.

**Le Point.fr : Vous êtes arrivé en 2008 en Afghanistan. Quelle est, alors, la situation dans le pays ?**

**Jean d'Amécourt :** À la fin de 2001, les États-Unis ne disposaient sur place que d'une poignée de soldats des forces spéciales, s'appuyant sur deux commandants moudjahidine de Jalalabad qui ne s'entendaient pas entre eux. Ils ont laissé filer Oussama Ben Laden et les talibans. Après le départ de ces derniers, les Américains et leurs alliés ont mis en place les forces nécessaires pour tenir quelques villes. À partir de 2003, on s'est aperçu que la nuit, après que les fonctionnaires du gouvernement avaient quitté un village, d'autres personnes apparaissaient, portant kalachnikov et turbans noirs. Ils venaient rendre la justice et régler des comptes. Il était déjà trop tard pour que les Américains augmentent les effectifs en Afghanistan, l'intervention en Irak les en empêchant. Ce n'est qu'à partir de 2005 qu'avec leurs alliés, notamment allemands, ils ont créé les premières PRT (Provincial Reconstruction Team) du côté de Balkh, dans le nord. La décision a été prise par l'Alliance, à la demande des Américains, d'étendre la responsabilité de l'OTAN, qui se trouvait sous mandat de l'ONU, à l'ensemble de l'Afghanistan. Cela s'est mis en oeuvre à partir de 2007-2008. Mais les talibans s'étaient déjà fortement réimplantés, pour nuire et pour durer.

**Vous arrivez précisément quand la situation militaire évolue. Dans quelles conditions ?**

Je suis arrivé en 2008, quand se mettait vraiment en place la nouvelle stratégie américaine. Les forces avaient déjà été doublées par George W. Bush et s'élevaient à près de 75 000 hommes. C'est aussi à cette époque que le Pentagone a procédé à un changement radical en mettant en place la politique de contre-insurrection, le COIN. Auparavant, les forces américaines se trouvaient sous un double commandement : Enduring Freedom d'une part, qui traquait les insurgés, tandis que le reste des forces

était placé sous commandement de l'Otan pour tenir les villes. Sans succès. Une fois les activistes éliminés, ils étaient remplacés par des combattants moins expérimentés et surtout beaucoup plus extrémistes. Je suis arrivé dans ce contexte.

**Vous prenez donc vos fonctions à l'époque du sommet de l'Otan à Bucarest, lors duquel est évoquée la réintégration de la France dans le commandement intégré. Ce n'est pas anodin...**

De fait, les Américains ont été très influencés par la position très intelligente de la France sur la question afghane. La déclaration de Bucarest expliquait alors que l'Alliance ne pourrait pas gagner sur le plan militaire. La stabilisation était possible, pas la victoire. Le texte disait aussi qu'un succès était possible au plan politique, qui passait nécessairement par le développement économique de l'Afghanistan. Il fallait pour cela transmettre les leviers de commande aux Afghans, et s'engager dans la durée. Tout cela a été fait par la suite. Nicolas Sarkozy avait décidé de réintégrer l'Otan afin que l'influence de la France s'accroisse. On m'a appelé alors que la conférence de Paris s'annonçait pour le 24 juin 2008, en même temps qu'on mettait un ambassadeur de poids à Islamabad, Daniel Jouanneau. La France a augmenté son budget de coopération civile avec l'Afghanistan, porté à 40 millions d'euros par an. Mais il faut le comparer à celui des Américains (2,4 milliards en 2011) et avec celui des Britanniques (300 millions). Et nos forces sont passées de 1 800 hommes à 4 000, quittant Kaboul pour passer dans les régions voisines de Kapisa et de Surobi, qui commandent le passage du Pakistan à la vallée d'Uzbin, qui conduit à Bagram et à la capitale.

**Comment la bataille d'Uzbin, qui a fait neuf morts français le 18 août 2008, a-t-elle fait évoluer Paris ?**

Il faut tout d'abord rappeler qu'il s'agit d'une monstrueuse embuscade. Quand le président Sarkozy est venu se recueillir Kaboul, il a affirmé qu'une telle situation ne devait jamais se reproduire, qu'il fallait des drones et des hélicoptères sur place, de l'appui feu avec les canons Caesar et les tourelles téléopérées sur les VAB (véhicules de l'avant blindés). Il a également exigé que les forces françaises opèrent toujours en appui des forces afghanes et en conjonction avec les Américains. Ce qui a été fait.

**Vous avez quitté l'Afghanistan en 2011, dix ans après le début de la guerre. Quelle était la situation ?**

Tout n'est pas négatif. En 2001, il ne restait rien de ce pays. Les Soviétiques avaient détruit les campagnes entre 1979 et 1992, y compris les structures sociales et les canaux d'irrigation. Les moudjahidines s'étaient battus dans les villes qui avaient subi des destructions massives et avaient mis à terre les structures administratives et sociales du pays, notamment en excluant les femmes des systèmes scolaires, de santé, etc. Or l'intervention extérieure a permis de mettre en place une forme de démocratie, certes aussi imparfaite que dans tous les pays de la région. Mais le président et le Parlement ont été élus, la liberté des médias est sans doute la meilleure existant dans les pays musulmans. Les droits de l'homme sont à perfectionner, mais n'oublions pas que nombre de femmes travaillent dans les administrations centrales et ailleurs. Les villes ont été reconstruites et électrifiées, huit millions d'Afghans sont scolarisés, dont un tiers de jeunes filles, le système de santé a considérablement progressé, les routes ont été refaites, l'agriculture est repartie, au point que l'Afghanistan est autosuffisant.

**Pourtant de nombreux points noirs subsistent...**

C'est vrai. Le problème de la drogue est énorme : l'Afghanistan fournit le tiers de la marijuana mondiale, 90 % de l'opium et de l'héroïne ! L'échec fondamental, en Afghanistan comme au Congo, et dans une autre mesure au Mali, c'est de n'avoir pas su consolider la gouvernance. Tout habitant du pays doit avoir le sentiment que la loi règne, que la sécurité s'installe, que la police la fait respecter et que la justice veille au grain. L'administration devient alors respectable et légitime. Mais en Afghanistan, nous n'y sommes jamais parvenus. Les Occidentaux sont pourvus d'énormes machines, telles que l'USAID (Agence américaine pour le développement international) pour les États-Unis ou l'Agence française de développement pour la France, qui ont su aider l'Afghanistan à travers le budget de l'État, mais en rencontrant de grandes difficultés pour que ces fonds atteignent le bas de la société. D'ailleurs, plus les procédures sont strictes, moins l'argent descend. Et les moyens ne manquent pas : Kaboul reçoit 12 milliards de dollars par an pour former ses forces de sécurité ! Mais c'est un échec : on n'a pas réussi à reconstruire cet État...

**Que va-t-il se passer lorsque le dernier soldat de l'Isaf (Force internationale d'assistance et de sécurité) sera parti, l'an prochain ? Une guerre civile féroce entre les Afghans éclatera-t-elle ?**

Raisonnons différemment, car il y a plusieurs scénarios. Le premier est celui qu'avance le chercheur Gilles Dorronsoro. Je résume sa pensée : "Le régime va s'effondrer, et les talibans vont reprendre le pouvoir !" Je n'y crois pas. La reconstruction est passée par là, et les forces de sécurité existent désormais. De plus, l'aide internationale ne s'arrêtera pas, et n'oublions pas que les Afghans préfèrent le régime de Karzaï aux talibans, qui suscitent une haine féroce. Le second, c'est celui que vous évoquez : la guerre civile entre le sud et le nord. C'est malheureusement probable, mais pas inéluctable. Ce

scénario ne sera pas soutenu par les voisins : Iran, Ouzbékistan, Tadjikistan et Pakistan veulent l'éviter. Le troisième scénario, que j'appelle de mes vœux, est celui de la négociation, que propose le gouvernement afghan. Hamid Karzaï veut permettre aux talibans de réintégrer le consensus national. Ils doivent pour cela accepter le désarmement et le jeu des institutions démocratiques. À partir de là, ils pourront participer au gouvernement de Kaboul, voir certains des leurs nommés à des postes de responsabilité dans les régions et les grandes villes. Ce serait un schéma à la libanaise. Est-ce idéal ? Certainement pas. Mais ce scénario présenterait bien des avantages...

**Quand vous rencontrez des familles des 88 soldats français morts au combat en Afghanistan, peut-être vous disent-elles qu'ils sont morts pour rien. Que leur répondez-vous ?**

Je comprends leur terrible douleur. D'autant plus que notre époque a du mal à accepter la mort, y compris celle de militaires qui savent à quels risques ils s'exposent. Mais non, je voudrais les en convaincre, ils ne sont pas morts en vain. Nous sommes allés là-bas pour éradiquer Oussama Ben Laden et le djihadisme international. Cela a pris du temps, mais a été fait. Il fallait aussi empêcher les extrémistes islamistes de reprendre le pouvoir. À l'heure actuelle, et notamment grâce au sacrifice de nos compatriotes, cet objectif est atteint. Sauf grosse bétise à venir, ils sont durablement exclus du pouvoir !

Jean d'Amécourt, avec Romain Poirot-Lellig, *Diplomate en guerre à Kaboul : Les coulisses de l'engagement de la France*, éd. Robert Laffont, 368 pages, 21 euros.

## DÉFENSE OUVERTE

RSS Défense ouverte

Mali : les coulisses d'une guerre éclair

Manuel Valls réforme le renseignement intérieur

Jacques Bessy : "Un contre-pouvoir est nécessaire dans les armées !"

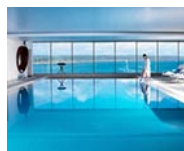
Jean-Jacques Urvoas : "L'efficacité du renseignement n'est pas dissociable de son contrôle"

[Tous les articles - Défense ouverte](#)



### Votre Relais & Châteaux !

Réservez en ligne vos vacances de rêve sur [Relaischateaux.com...](#)  
» Cliquez ici



### Relais & Châteaux

Réservez l'un des 500 Hôtels de charme et restaurants gastronomiques sur [Relaischateaux.com...](#)  
» Cliquez ici



### Escapades Relais&Châteaux

Réservez vite votre séjour d'exception sur [Relaischateaux.com...](#)  
» Cliquez ici



### Séjours Relais&Châteaux

Découvrez et réservez votre séjours de rêve sur [Relaischateaux.com !](#)  
» Cliquez ici

## 13 Commentaires

blake

le 23/06/2013 à 18:59

■ Signaler un contenu abusif

**PRT**

Pour plus d'exactitude, le concept PRT a été planifié fin 2002 et la première le fut à Bamian. Que notre ambassadeur n'hésite pas à prendre ses infos auprès des officiers français déployés au sein de l'opération "Enduring and Freedom" à cette époque.

philippe60

le 22/06/2013 à 18:06

■ Signaler un contenu abusif

**Jeanbob64 : non, un soldat français ne meurt jamais pour rien**

Le soldat français où qu'il tombe (liban, guyane, ex-yougo, mali, etc. ) au combat ne meurt jamais pour rien. Il n'est pas pas un accidenté de la route ou un ouvrier qui tombe de son échafaudage. Il est envoyé là où le pays estime devoir défendre ses intérêts du moment. C'est à dire là où le pouvoir politique légitimement élu estime nécessaire de l'envoyer. Si on n'est pas d'accord, on vote et on change de gouvernement. Il n'y a pas de bon mort parce qu'on aime son gouvernement et de mauvais mort parce qu'on aime pas le président en place. Certes aujourd'hui, c'est compliqué, plus de ligne bleue des vosges, plus de clôture de jardin avec le